

## GPS&O. Une phase de transition qui dure

Le conseil communautaire qui s'est tenu jeudi soir à Gargenville a montré une nouvelle fois la complexité de la mise en route de la communauté urbaine de GPS&O à travers deux points qui ont occupé l'ordre du jour : le débat d'orientation budgétaire 2017 et les attributions compensatoires provisoires 2017.

Vice-président chargé des finances, Dominique Pierret, le maire de Drocourt a présenté les grandes lignes budgétaires. On retiendra que les ressources fiscales apportées par les ménages (taxe d'habitation) et celles des entreprises (contributions foncières et sur la valeur ajoutée) s'équilibrent quasiment à hauteur de 50 M€ chacun. Si l'on ajoute les autres contributions (taxe sur les ordures ménagères et dotations de l'État), on arrive à un budget de 263 M€.

L'enveloppe reversée aux communes au titre des attributions compensatoires éléments clés de la neutralité fiscale représente 63,8 M€.

Point positif pour Dominique Pierret : GPS&O est peu endettée. Un élément qu'il tempère par le fait que la commu-

nauté urbaine dégage « une épargne nette très faible de seulement 12 M€ ». Ce qui ne laisse pas une grande marge de manœuvre pour investir sur ses fonds propres.

Le budget d'investissement s'élève à 70 M€ : 30 M€ seront consacrés à la voirie et 40 M€ aux autres travaux. La programmation 2017 a été établie « pour ne pas bloquer les investissements en cours » lancés par les six intercommunalités avant qu'elles ne fusionnent, a précisé M. Pierret.

Mais les projets propres à la nouvelle communauté urbaine se font attendre comme l'ont souligné un certain nombre d'élus communautaires dont Ghislaine Sénée (maire d'Evécquemont, groupe Citoyens pour un territoire solidaire et écologique) : « Nous avons très peu d'éléments précis. Et c'est logique. Cette année est encore focalisée sur l'organisation. Cela montre combien le paquebot est compliqué à lancer ».

Une complexité que ne nie pas le président Philippe Tautou qui tente de rassurer et promet que l'exécutif reviendra vers les élus « le moment

venu pour discuter du projet de territoire ».

Mais du côté du groupe de gauche Démocratie et solidarité qui participe pourtant à l'exécutif (deux vice-présidences et trois conseillers délégués), on s'impatiente aussi : « Aucun projet de territoire lisible de tous n'apparaît (...) 70 M€ d'investissement, ce n'est pas à la hauteur de nos ambitions », s'est inquiété Albert Bischerour (élu des Mureaux). Il s'est fait encore plus sévère sur le manque de vision au sein des commissions : « C'est de la gestion au quotidien et au coup par coup. »

S'il entend les critiques, Philippe Tautou reste sur sa ligne « Il me semble difficile de concilier l'inconciliable », a-t-il répondu. Élaboration du plan d'urbanisme, projets de développement économique, finalisation des transferts de compétence, ces vastes chantiers vont se poursuivre pour aboutir cette année à la définition d'un projet de territoire.

F.C.

(Les autres points du conseil à lire dans notre prochaine édition).